

L'Anarchie est la plus haute
expression de l'ordre.
Eliade RECLUS

le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Rédaction-Administration :

145, QUAI DE VALMY. — PARIS (10^e)

Fondé en 1895 par

Louise MICHEL et Sébastien FAURE

C. C. Postal : JOULIN Robert, 5561-76 Paris.

ABONNEMENT : 1 mois, 140 fr. ; 1 an, 280 fr.

LE SUCCÈS DES GAUCHES

est-il une victoire du peuple ?

Les deux partis que la tradition situe on ne sait plus pourquoi à l'extrême-gauche ont à eux seuls — et malgré les pertes socialistes — obtenu aux élections des 10 et 24 novembre, un nombre considérable de suffrages et élus. Ajoutons le Rassemblement des Gauches — pourquoi pas ? — et l'on obtient une majorité de 56 à 57 % des suffrages.

Si le système parlementaire a une valeur, si effectivement il permet aux aspirations populaires de se manifester, alors, le peuple est en droit de s'attendre au gouvernement de ses rêves.

Mais le système parlementaire est une duperie, la loi de majorité est complètement faussée, et les programmes des partis sont absurdes.

Il n'est pas certain du tout en effet que le futur gouvernement soit « à gauche » et encore moins certain que sa direction soit communiste. Le peuple s'apercevra vite qu'il est une fois de plus, frustré de sa victoire-illusion, et que, les intrigues politiciennes menées par les gros intérêts bancaires et industriels sont infiniment plus puissantes que sa volonté.

D'ailleurs, serait-il logique que sous prétexte de majorité relative, les communistes par exemple, aient la direction des affaires publiques, alors qu'en réalité ils ne représentent qu'une minorité de 28 % ? Les autres partis ne se feront pas faute d'user de cet argument. Dès qu'il y a plus de deux grands partis, le système majoritaire ne signifie plus rien : il n'y a plus que des minorités. La duperie se double d'un non-sens.

Enfin, si même les électeurs obtempèrent le gouvernement de leurs désirs, ce gouvernement ferait vite la preuve de son impuissance. Les programmes des partis dont les chefs sont à la fois des coquins et des incapables, ne peuvent répondre aux problèmes qui se posent.

Finies les rodomontades, alors qu'on se trouve devant une situation financière désastreuse, une économie délabrée, un ravitaillement saboté. C'est là que nous attendons nos charlatans. Gageons que les solutions de fortune, les réplacages de la société capitaliste

(car, c'est bien de cela qu'il s'agit en définitive) se feront aux dépens du peuple, des électeurs... Il est vrai que les machiavels ont cinq ans devant eux pour trahir, mentir, endormir et se blanchir. Le peuple cependant commence à montrer qu'il a conscience de la duperie. Les 27 % d'abstentions — 40 % en certains points — sont une preuve du dégoût qu'inspire l'ignoble cuisine parlementaire et gouvernementale. Nous sommes persuadés que sans attendre cinq ans, bien des hommes se convertiront de l'inutilité de leur vote.

Les yeux s'ouvrent. Il est possible



ble même que le peuple, conscient soudain de sa défaite, balaye d'un coup de colère, les pires et les traîtres.

A nous de veiller à ce que l'abstentionnisme ne soit pas un désintéret, une lassitude, qui ouvrirait la voie au pire totalitaire. Nous réitérons inlassablement que notre abstentionnisme sous-entend la lutte par l'action directe, par l'action syndicale, coopérative, économique, et surtout nous serons présents pour prouver par les faits que l'action directe est l'arme efficace pour la défense des intérêts immédiats et pour le combat révolutionnaire. C'est dans l'action que les masses jurent les doctrines.

LIB.

LE RAVITAILLEMENT

Les criminelles exportations de denrées alimentaires

La folie d'exportations à tout prix exerce ses ravages de plus en plus profondément. Nous n'en sommes pas surpris, nos lecteurs non plus. Depuis longtemps déjà, les premiers peut-être dans la Presse et dans un cercle hélas trop restreint, nous dénonçons la criminelle politique qui, sans souci des changements de ministères, s'obstine à affamer soigneusement, volontairement, le Peuple.

Les arguments ne manquent pas : scandales dont les bases matérielles n'ont pu, la plupart du temps, exister que grâce à la complicité des Ministres, parfois même des Partis, qui en ont creusé les germes ; imprévoyance, gâchis et incompétence sont les termes les plus anodins pour décrire la situation actuelle de notre ravitaillement.

La psychose qui anime nos incapables Excellences est telle, leur mépris du public est devenu si naturel, leur impudence si inconsciente, qu'elle leur fait perdre toute notion de prudence, cependant si élémentaire vu la gravité des répercussions. Les meilleures preuves de leur culpabilité sont fournies par les coupables eux-mêmes ! Ce sont les propres bureaux du Ministère qui les accusent et les chiffres mensuels que fournit la Direction Générale des Douanes — dont les sources ne peuvent être mises en doute — sont fort significatifs.

Nous nous en voudrions de ne pas les soumettre à la critique — et à la colère, espérons-le — de nos lecteurs.

Les Services du Ravitaillement ont acheté à l'étranger pour le mois d'octobre, 2.951.554.000 francs d'objets d'alimentation et en ont revendu pour 1.638.791.000 francs. En d'autres termes, les responsables de notre ravitaillement, ont revendu à l'étranger 55,52 % de ce que nous lui avons acheté !

Que l'on ne se méprenne point :

les Anarchistes n'ont jamais voulu — et ne voudront jamais — faire du « nationalisme économique ». Plus que quiconque, nous entendons supprimer toutes les frontières, morales comme matérielles et sombres convaincus que la grande famille humaine est un tout indivisible malgré d'absurdes et criminelles barrières érigées, tant par l'incompréhension des hommes que par l'intérêt de quelques-uns d'entre eux.

Mais dans l'état général de pénurie où notre pays a été plonge par un capitalisme incohérent et chaotique, il est criminel de vendre des articles d'alimentation qui nous font tant individuellement défaut. Certains pays implorent qu'on les débarrasse de leur excédent. Ce sont les Etats-Unis qui s'inquiètent d'un supplément de 63 millions de quintaux de blé — chiffre correspondant à celui fourni par le Ravitaillement comme devant être le total de notre production nationale de 1946 ! et dont la catastrophe d'abondance les oblige à supprimer en toute hâte toutes les restrictions appliquées jusqu'ici, tant sur le domaine national que mondial.

Cette pléthore de blé entraînant une baisse des prix prochaine, les producteurs n'espèrent plus, pour sauver la situation qu'en des conditions atmosphériques rigoureuses. La meilleure chance en fait pour le maintien de cours élevés est que la congélation totale « prochaine des voies d'eau canadiennes » laisse les Etats-Unis « maîtres du marché avec l'Argentine... » (1). Que nous voiei donc bien loin de l'année dernière où le gel du Saint-Laurent faillit entraîner un désastre quasi mondial ! Et que ne profitons-nous, comme la Grande-Bretagne, pour faire nos emplettes, — si toutefois il est vrai que notre récolte ne permette pas la disparition de la carte de pain — afin de la supprimer une bonne fois pour toutes ?

C'est aussi le café brésilien qui souffre à tout acheter. Le Brésil fait de grands efforts pour « conquérir ses débouchés d'exportation », et ce n'est pas sans stupefaction que nous apprenons qu'il lui reste encore toutefois « bien des obstacles à vaincre... » (2) ! Qu'attend-on pour abandonner nos indigestes sucédanés et emboîter le pas à la Belgique, au Danemark, à la Hollande, à la Norvège et autres pays d'Europe où ont passé commande pour 1.613.000 sacs, ou 96.780.000 kilos...

...Ces deux exemples — pris parmi tant d'autres — démontrent d'une part que les pays acheteurs

L'expérience de la Communauté Barbu

Nos lecteurs connaissent probablement la tentative menée par une communauté ouvrière, animée par Marcel Barbu, et qui tend à répéter une expérience menée à bien dans la région de Valenciennes.

Rappelons cependant que Barbu, orphelin abandonné, est un « self-made man » qui créa à force de travail une usine de boîtes de montres à Besançon. Avec l'argent ainsi réalisé, il voulut reproduire l'expérience en élargissant au domaine social. D'instinct, le groupe des jeunes travailleurs de Valenciennes, favorables à une tentative communautaire ; ensemble ils se lancèrent dans l'aventure... et réussirent.

Le principe de la communauté est basé sur l'abolition du salaire et du patronat. L'assemblée des participants est souveraine. Les bénéfices servent à développer non seulement le bien-être matériel des compagnons, mais encore leur niveau culturel et leurs aptitudes physiques. Des fonds de réserve sont constitués et d'autres expériences semblables sont à l'occasion aidées et même financées.

L'intérêt de cette initiative nous paraît se trouver essentiellement dans la mentalité communautaire qui se développe au travers des mille problèmes de la vie de l'entreprise et de l'aspiration individuelle vers plus de savoir et de plénitude personnelle.

Elle vaut également par le fait que les règles de la vie commune naissent de l'expérience et non de textes administratifs ou de schémas utopiques, et aussi parce qu'elles se veulent résolument en dehors de toute influence politique ou d'Etat.

De là sa nette supériorité sur les (Suite page 2.)

Le grand patriote au pouvoir ?

Révolutionnaires, gare à la répression !

LE VÉRITABLE SENS DU DÉFICIT

de la balance commerciale

La presse, toujours pourrie, toujours vénalement envers qui la rétribue, se la mente hypocritement sur les 121 milliards de déficit de la balance commerciale de ces dix premiers mois de l'année. Certes, la situation est grave pour les finances publiques et si cette situation devait se prolonger les plus grands inconvénients viendraient bousculer les plans de notre gouvernement.

Les anarchistes, qui sont les seuls à conserver leur sang-froid dans la bagarre et à juger sainement les événements, qui ont seuls, le sens de la réalité quotidienne et laissent aux partis politiques cette incohérence, ce chaos, ce désordre où ils s'enfoncent chaque jour davantage, les anarchistes, disons-nous, étudient les raisons du déficit et le réduisent à sa réelle expression, sans démagogie comme sans partialité vaine.

D'après les dernières statistiques de la Direction des Douanes — dont nous étudions par ailleurs un autre aspect de la documentation — nos achats de produits à l'étranger ont subi une augmentation sensible durant les dix premiers mois de l'année. En janvier nous avons acheté pour une valeur totale de 11.544.542.000 francs de produits divers et en octobre pour 23.256.501.000 francs, soit un accroissement vertigineux de près de 100 %. Et la Presse, cette prostituée, de faire retentir l'air de ses plaintes. Elle accuse nos ventes de n'être pas assez importantes.

Pourtant l'augmentation de celles-ci est, et de beaucoup, plus importante que celle de nos achats. En janvier nous vendons pour 2.399.947.000 fr. de marchandises et en octobre pour

11.028.368.000 fr. soit une augmentation de près de 460 %.

La différence qui existe entre ces augmentations est de taille et notre Presse, si bien renseignée se garde bien d'en informer ses lecteurs. Le pays se vide littéralement de sa substance. Encore faut-il indiquer que l'accroissement de la somme totale de nos achats est, elle, fortement influencée par les hausses récentes du prix de vente des produits achetés par nos services officiels à l'étranger.

Les chiffres concernant le tonnage nous offrent à ce sujet, avec les moyens de comparaison, une idée très nette. En janvier le poids total des marchandises achetées était de 2 millions 152.071 tonnes et en octobre 2.730.065 tonnes soit une augmentation relativement modeste au regard de celle des prix de 26,85 %. Nos ventes, elles, furent en janvier de 560.453 pour atteindre 901.458 tonnes en octobre, soit une augmentation de près de 61 %.

Si nous examinons la branche : objets fabriqués, nous constatons que nos achats en octobre y figurent pour une somme de 5.441.528.000 francs et la vente à l'étranger de ces mêmes articles pour 4.602.338.000 francs ou, si nous préférons, nous avons revendu 84,5 % de nos achats. Pour les dix premiers mois de l'année nos achats totaux de ces objets fabriqués s'élevèrent à 46.759.808.000 fr. et nos ventes, pour l'étranger, à 26.433.001.000 fr., soit un pourcentage d'environ 56,5 % de nos achats. Nous revenons donc toujours plus chaque mois, au grand (Suite page 4.)

CONTRE LES CRIMES du fascisme international

3.000 spectateurs assistent à notre meeting

La Salle de la Mutualité est comble quand notre camarade Chéry annonce l'ouverture du meeting. Il commande brièvement, car il laisse aux autres orateurs le soin de détailler les faits précis, la répression du fascisme sanguinaire en Espagne, par l'ignoble Franco, soutenu par les démocrates et ceux du néo-fascisme qui s'installent en Grèce, soit en Bulgarie soit en Italie, sous le masque hypocrite de la royauté libérale protégée par le gouvernement travailliste anglais, en Grèce sous le couvert de la « Démocratie Ouvrière », appuyée par la dictature stalinienne de Moscou, en Bulgarie, sous l'égide du M.R.P. italien soutenu sans aucun doute par le Jésuite du Vatican, en Italie. Puis il nous donne lecture d'une lettre de S.I.A. nous demandant que ce meeting tenu sous son égide.

Toute la salle est d'accord, car S.I.A. est la seule organisation qui défende tous les antifascistes sans exiger l'adhésion politique, qu'ils soient républicains, socialistes, communistes ou anarchistes.

Ensuite, il donne la parole à notre camarade Louis, délégué de la commission provisoire de l'Internationale.

D'une voix chaude et prenante, celui-ci résume la solidarité qui existait, il y a quelques années, dans les rangs de la classe ouvrière, surtout au moment de l'affaire Dreyfus, contre l'iniquité, contre l'assassinat de Francisco Ferrer, dans les fosses de Montjuich, par la royauté espagnole ; contre l'électrocution de nos camarades Sacco et Vanzetti, par le capitalisme américain.

Il stigmatise les « travaillistes » anglais à la solde du capitalisme anglo-saxon, massacrant leurs frères — les ouvriers grecs — en protégeant le triste et ignoble Tsarisme monarchiste fasciste.

Passant du plan grec à la situation en Bulgarie, il nous démontre l'activité des anarchistes, tant sur le plan social, qu'économique ; leur lutte de chaque jour contre le fascisme et leur abnégation totale pour tous les ouvriers.

Il termine son exposé en montrant que les anarchistes n'ont pas pour habitude de cacher leurs opinions et aujourd'hui nous ne sommes pas seulement ici que pour nos camarades, mais pour tous ceux qu'ils soient Républicains, Socialistes, Communistes, Anarchistes, qui luttent contre le fascisme. Leur lutte est la nôtre. Partout dans le monde, la Liberté de pensée et la Liberté individuelle sont menacées.

Partout, on trouve les Anarchistes au premier rang pour la défense et la sauvegarde de toutes ces libertés. La salle applaudit longuement. Le Président, ayant reçu quelques adresses de sympathie, fait part à l'auditoire qu'elles seront lues en fin de séance. Il passe la parole à Santamaría, au nom du Mouvement Anarchiste Espagnol, exilé en France.

Ce dernier nous parle de cette lutte sans merci, sourde, froide et titanique que les anarchistes mènent contre Franco chaque jour dans les maquis espagnols. Lutte inégale, lutte héroïque — car le mot ici n'est pas formé — sa valeur intrinsèque démontre que la lutte des espagnols n'est pas un ve et qu'ils ne luttent pas pour Franco le leur et le leur, un fantôme gouvernement moins fantôme Gira l'impérialisme anglo-saxon.

Liberté et la Libération du prolétariat mondial.

Toute l'assistance salue l'exposé de notre camarade Santamaría, par de longs applaudissements.

Nos camarades Chéry qui préside, donne la parole à Juhel, Secrétaire général de la C.N.T. (France), affiliée à l'A.I.T.

Un peu volubé, la route parcourue est déjà longue et le travail — non l'esclavage des bagnes capitalistes en est la cause — et je pense en moi-même, à tous ces prosateurs et versificateurs bourgeois, chantant et louangeant le travail, qui n'ont jamais su ouvrir quoi que ce soit de leurs dix doigts, il constate avec amertume que le peuple de Paris est chloroformé par

(SUITE PAGE 4.)

DANS LE MONDE ENTIER

Répression sanguinaire

Deux ans après l'écrasement du fascisme dans les Balkans, et malgré les promesses solennelles faites par les nouveaux gouvernements qui se prétendent les défenseurs des droits et des libertés populaires, d'innombrables faits démontrent chaque jour que des méthodes de répression antiouvrière et antiproletarienne, chères aux régimes totalitaires, continuent à être appliquées.

En Grèce, le Gouvernement Tsaldaris, protégé par les travaillistes anglais, persécute, emprisonne, assassine, en collaboration avec les bandes monarchistes et fascistes, les républicains, les socialistes, les communistes, les syndicalistes, les anarchistes et tous les antifascistes en général.

Depuis le mois de février 1945, en Grèce, on a compté :

- 2.107 assassinats ;
- 87.167 arrestations ;
- 34.203 maltraités, torturés ;
- 89 exécutions après arrêt des tribunaux militaires ;
- 1.100 blessés ;
- 242 personnes enlevées ou disparues ;
- 2.400 déportations ;
- 83 maisons incendiées ;
- 789 locaux d'organisations antifascistes incendiés.

En Bulgarie, le gouvernement du Front de la Patrie, dont les leviers de commande sont aux mains des communistes dans sa politique monopolistique, s'il n'a pas encore atteint le degré

de répression où en est arrivé le gouvernement Tsaldaris, a pris le même chemin de persécution et de terreur contre les sectes antifascistes qui ne sont pas d'accord avec lui et particulièrement contre le mouvement anarchiste.

Contrairement aux stipulations du Programme du Front Patriotique, qui déclare libérer tous ceux qui ont combattu le fascisme et garantir les droits du peuple et surtout la liberté de la presse, de réunion, d'association, il veut étouffer le voix de plusieurs organisations antifascistes et les liquider.

Telles :

- L'Union des Etudiants Agrariens et l'Union des Jeunes Agrariens ;
- L'Union des Etudiants socialistes « Jean Jaurès » et l'Union des Jeunes socialistes ;
- La Fédération des Jeunes Anarchistes ;
- La Fédération des Etudiants Anarchistes « B.O.N.S.F. » ;
- La Fédération des Anarchistes Communistes Bulgares ;
- La C.N.T.

Ces deux dernières organisations ont vu leurs journaux et leurs publications suspendues.

Le mouvement anarchiste en particulier est l'objet de persécutions chaque jour plus graves.

Sans tenir compte de la part active que le mouvement anarchiste a prise dans la lutte contre le fascisme depuis 1923 jusqu'à la libération en septembre 1944.

Sans tenir compte non plus des milliers de ses membres qui ont été arrêtés, torturés, assassinés pendant le régime fasciste, le gouvernement ne lui permet pas, comme aux autres groupements susnommés, de publier ni journaux, ni revues, ni livres, et lui interdit toute propagande et toute activité publique.

Les cas de persécution, d'arrestations et de détention dans les camps de concentration et dans les compagnies de travail forcé deviennent chaque jour plus nombreux.

Le nombre des anarchistes détenus ou enfermés dans les camps de concentration dépasse 2.000 personnes.

Devant le jermisme monstrueux dont sont victimes nos camarades, la conscience mondiale ne peut plus rester indifférente et passive, si elle veut, avant la leçon de l'expérience récente, éviter la recrudescence de la réaction et la renaissance du fascisme. Une protestation vigoureuse s'élève contre les méfaits du fascisme qui persiste en Espagne et au Portugal, qui renait en Grèce et semble renaître en Bulgarie.

Une action énergique doit être entreprise dans le monde entier en faveur des victimes du fascisme et du totalitarisme.

APRES L'ACCIDENT DU DAKOTA



Quand mes camarades sont restés au fond de la mine, on n'a pas fait autant d'histoires.



— GENETIQUE —

Un nommé H.-J. Muller, attardé en enfance a passé sa vie à martyriser des mouches. Ça lui a valu le prix Nobel de physiologie. Il eut mérité plutôt un prix d'assiduité.

Tout en tripotant les mouches, H.-J. Muller est arrivé à prétendre qu'il est possible de conserver la semence des hommes reconnus éminents et d'en inséminer artificiellement un grand nombre de femmes. De cela, il attend paraît-il une régénération de l'humanité.

Hélas il est probable que H.-J. Muller se soit mis la mouche dans l'œil. La première difficulté pour appliquer son système consistait d'abord à trouver les hommes vraiment « éminents ».

En France, on pourrait avancer le général de Gaulle, puis les trois grands Mauriac, le Thorez, le Schumann et le Chevalier. On pourrait peut-être ajouter...

L'ABOLITION REVOLUTIONNAIRE DE L'ETAT : UNE UTOPIE ?

Dans « Masses » revue de la « gauche » du parti S.F.I.O., Victor Serge, ex-anarchiste d'avant 1917, ensuite bolchévique et trotskiste, écrit :

« L'abolition révolutionnaire de l'Etat (quel qu'il soit) encore préconisée par quelques anarchistes, est de toute évidence à reléguer au magasin des curiosités de l'utopisme. »

Et pour nous consoler, il prétend : « Les fonctions coercitives de l'Etat bourgeois... ont DECRU en importance dans les Etats démocratiques (bourgeois) ».

Les Etats « démocratiques » occupent, oppriment et terrorisent l'Europe, l'Afrique, l'Amérique du Sud, le Proche et l'Extrême-Orient. Leurs régimes ressemblent étrangement au fascisme. C'est que l'Etat — tout Etat — devient inévitablement une machine de répression de plus en plus féroce et SEULE L'ABOLITION REVOLUTIONNAIRE DE L'ETAT peut sauver l'humanité d'une barbarie terrible.

Cela n'est pas une « utopie » de « quelques » anarchistes, mais une nécessité historique que des masses de plus en plus larges sentent et comprennent. Egalement dans « Masses », un certain Ridley déclare qu'en Angleterre les « Nationalisations » seraient « progressistes ».

« Même les plus révolutionnaires (?) parmi nous soutiennent ces mesures. A l'exception des anarchistes « purs »... Evidemment ! A l'exception des anarchistes ! »

UN PEU DE DECENCE, S. V. P.

Rapport de Place du 7 au 14 novembre 1946, N° 57. Trains de permissionnaires. — L'attention du ministre des Armées a été attirée sur la mauvaise tenue d'un certain nombre de permissionnaires. Des sous-officiers et des hommes de troupe font preuve d'un laisser-aller caractérisé dans la tenue : chemise ouverte soit sur la poitrine, soit sur un plastron, cal rabattu au-dessus du col de la vareuse, etc.

Il importe absolument, si l'on veut lutter contre un négatif enchaînant qui impressionne défavorablement l'ELEMENT CIVIL et constitue un mauvais exemple... de réagir contre le laisser-aller des isolés... Ca ne change pas et l'adjudant FLIC aura encore du bon temps. Pour le type de soldat, crève sous une capote réglée...

Il est vrai que TELEMENT CIVIL, qu'on espère bien voir devenir un élément militaire à la faveur d'une nouvelle loi, des des risquerait d'être dangereusement impressionné.

LA JUSTICE PASSE.

Nous ne connaissons ni Le Vigon, ni Paul Guillou, et nous ne sommes au courant de leur procès que par la presse.

ter. Bourvil, et ma foi il faudrait vraiment chercher dans les coins pour en trouver d'autres ; la plupart des académiciens vu leur âge étant excusés. Le « public » sera donc obligé de se contenter de semence d'hommes de qualité certes ; mais point tellement éminents.

Ensuite il est à craindre que cette insémination artificielle ne donne pas toujours les résultats désirés, les petits pois de conserve n'ayant pas les qualités des petits pois frais. Telle mère indignée, montrant son rejeton, abominable cancre, même pas foutu de faire un enfant de chœur pour sa sœur ; « Et ça dit que c'est na qu'on m'a introduit pour du Francisque Gay ! »

Et quelle catastrophe, quel détonnant plus fort que la bombe atomique pourrait provoquer un carabin facé-

ter. Bourvil, et ma foi il faudrait vraiment chercher dans les coins pour en trouver d'autres ; la plupart des académiciens vu leur âge étant excusés. Le « public » sera donc obligé de se contenter de semence d'hommes de qualité certes ; mais point tellement éminents.

Ensuite il est à craindre que cette insémination artificielle ne donne pas toujours les résultats désirés, les petits pois de conserve n'ayant pas les qualités des petits pois frais. Telle mère indignée, montrant son rejeton, abominable cancre, même pas foutu de faire un enfant de chœur pour sa sœur ; « Et ça dit que c'est na qu'on m'a introduit pour du Francisque Gay ! »

Et quelle catastrophe, quel détonnant plus fort que la bombe atomique pourrait provoquer un carabin facé-

MAIS NOUS RELEVONS DES CHOSSES FACHEUSES.

On s'est plu à nous représenter Le Vigon comme un cinglé ; si beaucoup des actes qu'on lui prête sont exacts, cette réputation est justifiée. Mais nous pensons que même dans la société caennaise, il n'est pas de nos jours un homme si dépourvu de sens commun et non puni pour ses agissements répréhensibles.

Au procès de Paul Guillou, le moins que l'on puisse dire, c'est que les professeurs de médecine n'ont pas donné une haute idée de leur savoir. Dans son réquisitoire, l'accusateur général a fait état des aveux (?) de l'accusé. Mais son attitude gênée et silencieuse devant la justice a été une impression de malaise très grande. Du procès se dégage plutôt l'impression d'une lutte de castes.

UNE BONNE NOUVELLE

Sans être absolument affirmatif, la presse nous annonce, il y a quelques jours, qu'il était question de supprimer l'impôt sur le revenu et de donner un tour de vis compensateur à celui sur les bénéfices industriels et commerciaux. Ce dessin est mort-né.

Réfléchissons une seconde à la signification de ce beau projet. Le capitaliste, détenteur de valeurs, ne paierait plus d'impôt.

Le commerçant — hypothèse minimale — répercuterait l'augmentation fiscale qu'il subirait sur son acheteur. En définitive, ce serait le consommateur qui paierait plus d'impôt.

DANS L'INTERNATIONALE ANARCHISTE

La position de la fédération italienne

Précisant leur position à l'égard de la politique et en particulier à l'égard des élections qui ont eu lieu il y a quelques mois en Italie, nos camarades de la Fédération Anarchiste Italienne ont adressé le 7 novembre à l'A.I.T. une lettre qui définit leur attitude antiletaliste, et dont nous publions de larges extraits :

« ... Il est hors de doute que la question « Monarchie ou République » avait dans un certain sens frappé quelques sympathisants qui, préoccupés par la propagande des divers partis de gauche développée en faveur du vote sur la question des institutions, laissent entendre que la non-participation à ces élections pouvait représenter une trahison, une défection de la cause du progrès, ou du moins une défaillance ; mais la F.A.I. dans son ensemble, comme organisme national, par ses nombreux organismes régionaux, a toujours mené une campagne claire et précise, conservant sa position d'opposition au collaborationnisme et par conséquent aux élections. La preuve en est que toujours, lorsque cette question fut soulevée, comme à son premier Congrès tenu à Carrara (sept. 1945) ou dans les réunions de son Conseil National ou du Conseil Elargi comme ceux de Florence des 17-18 mars convoqués presque exclusivement pour traiter cette question, la F.A.I. décidait la com-

plète abstention, tout en intensifiant l'agitation antimonarchique. Sur la question du référendum, elle adoptait la résolution suivante :

« ... L'Assemblée... Ayant examiné la situation politique italienne et la position des partis qui se proposent d'intensifier la lutte contre la Monarchie et les forces conservatrices italiennes, dans tous les sièges locaux... »

« Il est bon de rappeler que le Congrès de Carrara, auquel cet ordre du jour se rapporte, est assez clair par conséquent, ne peut, ne pouvait se prêter à aucun malentendu. Cet ordre du jour disait :

« ... MOTION SUR LA CONSTITUANTE. »

« Ayant constaté que l'agitation pour la Constituante est une autre tentative des politiciens pour asservir le peuple à travailler à de nouvelles formes d'Etat qui seront d'importance comment, ennemies, elle refuse toute collaboration à la campagne électorale pour la Constituante, répudie même dans ce cas l'usage du bulletin de vote et la délégation des pouvoirs avec laquelle le peuple forge lui-même les premières mailles de sa chaîne ; réaffirme les méthodes spécifiques des anarchistes de la lutte politique locale et l'action directe, comme uniques voies pour que le peuple travaille retrouve sa volonté de combattre... »

« Plus tard, le moment des élections approchant, et sentant la nécessité d'éclaircir la position des anarchistes italiens, non seulement pour ses adhérents, mais pour tous les partis, la F.A.I. lançait le manifeste suivant qui parut dans la presse et le bulletin Mutuo Appoggio du 30 mai 1946. »

« LA F.A.I. ET LES ELECTIONS. »

« Si nous votions, il serait naturel que nous concourrions à notre tour aux candidatures avec toutes les conséquences de l'amoralisme nécessaire au succès et à la concurrence avec les autres partis rivaux. »

« Si nous votions, il serait naturel que nous concourrions à notre tour aux candidatures avec toutes les conséquences de l'amoralisme nécessaire au succès et à la concurrence avec les autres partis rivaux. »

« Si nous votions, il serait naturel que nous concourrions à notre tour aux candidatures avec toutes les conséquences de l'amoralisme nécessaire au succès et à la concurrence avec les autres partis rivaux. »

« Si nous votions, il serait naturel que nous concourrions à notre tour aux candidatures avec toutes les conséquences de l'amoralisme nécessaire au succès et à la concurrence avec les autres partis rivaux. »

« Si nous votions, il serait naturel que nous concourrions à notre tour aux candidatures avec toutes les conséquences de l'amoralisme nécessaire au succès et à la concurrence avec les autres partis rivaux. »

« Si nous votions, il serait naturel que nous concourrions à notre tour aux candidatures avec toutes les conséquences de l'amoralisme nécessaire au succès et à la concurrence avec les autres partis rivaux. »

« Si nous votions, il serait naturel que nous concourrions à notre tour aux candidatures avec toutes les conséquences de l'amoralisme nécessaire au succès et à la concurrence avec les autres partis rivaux. »

« Si nous votions, il serait naturel que nous concourrions à notre tour aux candidatures avec toutes les conséquences de l'amoralisme nécessaire au succès et à la concurrence avec les autres partis rivaux. »

« Si nous votions, il serait naturel que nous concourrions à notre tour aux candidatures avec toutes les conséquences de l'amoralisme nécessaire au succès et à la concurrence avec les autres partis rivaux. »

« Si nous votions, il serait naturel que nous concourrions à notre tour aux candidatures avec toutes les conséquences de l'amoralisme nécessaire au succès et à la concurrence avec les autres partis rivaux. »

« Si nous votions, il serait naturel que nous concourrions à notre tour aux candidatures avec toutes les conséquences de l'amoralisme nécessaire au succès et à la concurrence avec les autres partis rivaux. »

« Si nous votions, il serait naturel que nous concourrions à notre tour aux candidatures avec toutes les conséquences de l'amoralisme nécessaire au succès et à la concurrence avec les autres partis rivaux. »

« Si nous votions, il serait naturel que nous concourrions à notre tour aux candidatures avec toutes les conséquences de l'amoralisme nécessaire au succès et à la concurrence avec les autres partis rivaux. »

« Si nous votions, il serait naturel que nous concourrions à notre tour aux candidatures avec toutes les conséquences de l'amoralisme nécessaire au succès et à la concurrence avec les autres partis rivaux. »

« Si nous votions, il serait naturel que nous concourrions à notre tour aux candidatures avec toutes les conséquences de l'amoralisme nécessaire au succès et à la concurrence avec les autres partis rivaux. »

« Si nous votions, il serait naturel que nous concourrions à notre tour aux candidatures avec toutes les conséquences de l'amoralisme nécessaire au succès et à la concurrence avec les autres partis rivaux. »

« Si nous votions, il serait naturel que nous concourrions à notre tour aux candidatures avec toutes les conséquences de l'amoralisme nécessaire au succès et à la concurrence avec les autres partis rivaux. »

« Si nous votions, il serait naturel que nous concourrions à notre tour aux candidatures avec toutes les conséquences de l'amoralisme nécessaire au succès et à la concurrence avec les autres partis rivaux. »

« Si nous votions, il serait naturel que nous concourrions à notre tour aux candidatures avec toutes les conséquences de l'amoralisme nécessaire au succès et à la concurrence avec les autres partis rivaux. »

« Si nous votions, il serait naturel que nous concourrions à notre tour aux candidatures avec toutes les conséquences de l'amoralisme nécessaire au succès et à la concurrence avec les autres partis rivaux. »

« Si nous votions, il serait naturel que nous concourrions à notre tour aux candidatures avec toutes les conséquences de l'amoralisme nécessaire au succès et à la concurrence avec les autres partis rivaux. »

« Si nous votions, il serait naturel que nous concourrions à notre tour aux candidatures avec toutes les conséquences de l'amoralisme nécessaire au succès et à la concurrence avec les autres partis rivaux. »

« Si nous votions, il serait naturel que nous concourrions à notre tour aux candidatures avec toutes les conséquences de l'amoralisme nécessaire au succès et à la concurrence avec les autres partis rivaux. »

« Si nous votions, il serait naturel que nous concourrions à notre tour aux candidatures avec toutes les conséquences de l'amoralisme nécessaire au succès et à la concurrence avec les autres partis rivaux. »

Avant que d'envisager ce qu'il faut entendre par Ecole Nouvelle, nous devons, en ces quelques lignes, déterminer notre point de vue sur la légitimité de l'éducation. Est-il légitime, souhaitable, naturel que les adultes agissent de façon consciente, systématique sur le développement et la formation de l'enfant ?

Nous répondons très nettement oui, mais nos raisons ne sont, ni les raisons théologiques, d'où s'écroulent les raisons métaphysiques des fondateurs de l'école laïque.

Si l'adulte doit modeler l'enfant en vue de tel ou tel but, c'est que ce but aura été déterminé par l'adulte, dont le jugement est discutable et variable. C'est le cas de l'éducation, qui est la formation de l'enfant, religieux, politiques, philosophiques qui essaient de faire de l'enfant leur chose. Nous repous-

RECHERCHE DE DISPARUS

Les 4 camarades dont les noms suivent : Jean Reboul, Pierre Dessu, Lefèvre et Salini ont disparu depuis le 2 octobre 1943, après s'être évadés de la prison du Puy (Hte-Loire). Ils appartiennent à l'ancien groupement des « Cercles Syndicalistes de lutte de classes » et ils étaient tous, quatre, membres de la 1^{re} Internationale. Ces camarades furent emprisonnés avec un grand nombre de communistes français, évadés en même temps qu'eux.

Après maintes recherches de la part des familles, aucune indication n'a pu être relevée sur le sort des sus-nommés postérieurement à leur évadition.

Nous posons trois questions :

- 1^{re} Parmi les rescapés de la prison du Puy, n'y a-t-il personne qui dispose d'un indice, d'une filière si même soit-elle susceptible d'aider les recherches entreprises à leur sujet ?

Par exemple, nom et adresse actuelle du chef du Maquis de la région, à cette époque.

2^{de} N'aurait-il pas été emmenés dans un pays étranger (Allemagne, Autriche, Pologne, etc.) ? La moindre lumière sur ce point permettrait, par la voie des ambassades, d'obtenir plus de détails.

3^{de} Ont-ils été fusillés par la Gestapo, la Milice, ou autre ? Si oui, qu'un témoin, quel qu'il soit, veuille bien le faire savoir afin que cesse la perpétuité des parents et des proches amis.

Donner tous renseignements à : Emile Reboul, 24, rue Ferrari, Marseille (B.-d.-R.).

LA VAGUE DE GRÈVES EN AUTRICHE

Depuis avril, la vague de grèves ouvrières en Autriche va croissant. Elle atteint son point le plus élevé jusqu'ici en octobre, quand 10.000 ouvriers des usines d'acier de Linz (zone américaine) et les maçons de Vienne (zone russe), ont été en grève de solidarité avec les ouvriers de Steyr (près Linz), ce qui portait à 30.000 le nombre des grévistes en ce moment.

Les ouvriers de Steyr, comme tous les ouvriers autrichiens, luttent pour l'augmentation des salaires, pour la répartition de vêtements de chauffeurs et de matériel de chauffage.

La misère de la population travaillante en Autriche est indescriptible. La Mil-

itary-Police américaine de Steyr est intervenue brutalement contre la manifestation de 5.000 ouvriers syndiqués. La police militaire russe de Vienne a interdit formellement toute grève et toute manifestation.

Les maçons militaires de l'Armée Rouge en Basse-Autriche ont terriblement affamé la population (sur cinq habitants, il y a un soldat d'occupation). Américains et Russes empêchent toute circulation de vivres entre leurs zones d'occupation (l'Autriche tout entière ne compte que sept millions d'habitants et est divisée en 4 zones d'occupation). Le militarisme français se « contente » de piller le Tyrol, pays de beurre.

Les rations en Autriche sont en dessous des rations de Buchenwald (900-1.200 calories), mais les ouvriers n'arrivent même pas à acheter ces rations de famine, les salaires étant trop bas.

Les prix montent : la viande augmentée de 100 p. 100, le sucre de 200 p. 100, etc... Les salaires sont à peine augmentés (20-25 p. 100) et le « Lohnsteuer » (impôt sur les salaires imposé par les nazis) qui enlève un quart des salaires au profit de l'Etat, est toujours maintenu.

Le Syndicat officiel, à direction tripartite (P.S., P.C., Parti catholique) approuve les augmentations de prix et condamne les mouvements de grève. Mais les ouvriers passent outre. Ils se rappellent de leurs luttes passées (1918, 1927, 1934) et parlent de plus en plus d'une grève générale sans limites.

En face de cette menace, le gouvernement et ses valets ont promis l'abolition de l'impôt sur les salaires et l'augmentation des rations jusqu'à 1.550 calories. On peut prévoir que la bourgeoisie sera incapable de tenir ces promesses ou qu'elle reprendra de la main gauche ce qu'elle « donne » de la main droite. Les grèves continuent et s'étendent, malgré et contre les partis et syndicats officiels.

L'hiver actuel est extrêmement dur et la situation bien plus catastrophique qu'en hiver dernier. L'Autriche est à la veille de grandes luttes sociales qui, vu la situation centrale et l'occupation du pays, auront une importance internationale.

Armand GASTON.

12^e REGION

Conférences Anarchistes à travers la France

Maurice JOYEUX
Membre du Comité National

« La Paix, l'Ordre, le Bien-Être, la Liberté, par la Révolution Libérale ».

2 décembre : Avignon, Cinéma Rex, boulevard Jean-Jaures, à 18 heures.

3 décembre : Beaucaire, Restio Ciné, à 20 h. 30.

4 décembre : Aimargues, anciennes écoles maternelles, à 18 h. 30.

5 décembre : Vauvert, Maison du Peuple, à 18 heures.

7 décembre : Gardanne, Casino, à 18 h.

8 décembre : Marseille, Café Roxy, rue Tapis-Vert, 30, à 9 h. matin.

9 décembre : Saint-Henri, Marseille, saut Vicenti, à 20 h.

10 décembre : Aix-en-Provence, Salle des Etats Généraux, à 20 h. 30.

11 décembre : Arles, Salle Municipale des Fêtes, à 20 h. 30.

12 décembre : La Clotat, Théâtre Municipal, à 18 heures.

13 décembre : Toulon, Salle des Œuvres Sociales, 3, rue Racine, à 20 h. 30.

14 décembre : Cannes, Salle des Mutilés, 28, rue Mimont, à 21 h.

15 décembre : Nice, Central Cinéma, place du Pin, à 10 h. du matin.

17 décembre : Romans, Eden, place Jules-Nadi, à 20 h. 30.

Ugo FEDELL.

Nous venons de publier :

L'ECOLE TRADITIONNELLE
L'ECOLE 1946

Avec ADULTE ET ENFANT, notre camarade nous conduit vers la conception anarchiste de l'éducation. Dans les prochains numéros, vous lirez donc :

ANARCHIE ET ECOLE
L'ECOLE NOUVELLE
L'ENFANCE NORMALE ET LES FAUX ANORMAUX
MAISONS D'ENFANTS ET ECOLES DE PLEIN AIR

Il reste bien entendu que ces articles ne constituent que des perspectives, et non des études techniques dont la place serait dans une revue.

sons alors la légitimité de l'éducation. Si, au contraire, on ne vise qu'à aider le développement normal, biologique de l'enfant, alors l'éducation est légitime.

Nous ne parlons pas de « droits de l'enfant ». Nous laissons ces théories floues aux métaphysiciens qui s'ignorent. Nous disons simplement que l'enfant suit une évolution, que la biologie et la psychologie scientifique connaissent, et qui le conduit vers l'âge adulte.

La psychobiologie de l'enfant nous fait observer que l'enfant n'est pas un adulte en réduction, mais un être différent de l'adulte dans ses processus biologiques, dans ses réactions psychologiques. Il ne faut donc pas que l'adulte lui « impose » telle ou telle forme de pensée, telle ou telle vitesse de formation, telle ou telle étude que l'adulte juge bonne et dont l'enfant NE PEUT tirer profit.

Nous posons donc la légitimité de l'éducation dans la mesure où le maître n'est ni un chef, ni un homme qui applique un moule au cerveau de l'enfant. Le maître ne doit être qu'un guide ; il ne doit pas viser à un but, sinon à celui de former un adulte harmonieux ; il répond aux désirs d'activité et de connaissance de l'enfant, désirs qui sont l'expression de tendances, de besoins vitaux. Le maître doit donc SATISFAIRE l'enfant.

Il y a tout de même, nous dirions, une part minimum d'autorité dans l'éducation telle que vous la concevez. Par exemple, vous enseignez, vous apprenez à l'enfant des techniques : lire, écrire, compter, comme la mère lui a appris à marcher, à être propre... Et puis, vous interdisez à l'enfant de se servir de tel instrument, de commettre tel acte dangereux...

Il y a beaucoup à dire d'abord sur l'affirmation selon laquelle on « apprend » à marcher ou à « lire » à l'enfant : les psychobiologistes nous affirment en effet que l'enfant cherche à marcher, à lire, etc... et que nous n'avons qu'à l'aider, au moment de son développement où il sollicite notre aide. Il est incontestable en tout cas qu'on ne peut enseigner par force les techniques élémentaires, car on se heurte à une impossibilité ou à une immaturité de l'organisme.

Mais nous admettons en effet que, si souple, si « adaptée », si naturelle, si demandée par la nature même, que soit notre intervention, il y a aussi du fait même qu'il y a intervention. Ne jouons pas sur les mots : reconnaissons qu'un conseil, qu'un avertissement, qu'un reproche, contiennent une part d'autorité.

Notre réponse sera la suivante : c'est que nous reconnaissons dans tous les domaines une certaine forme d'autorité : nous repoussons l'autorité des hommes économiquement puissants, mais nous reconnaissons l'autorité technique en telle ou telle activité humaine, nous repoussons l'autorité du chef, mais nous reconnaissons l'autorité morale d'un homme plus énergique, plus dévoué, plus intelligent. En résumé, nous reconnaissons l'autorité lorsqu'elle n'est point coercitive. Nous ne saurions mieux faire, à ce sujet, que recommander de retourner aux sources, en particulier à « Dieu et l'Etat » de Bakounine.

C'est à un passage de cet ouvrage du grand penseur et combattant que nous emprunterons pour achever d'éclaircir notre position :

« Le principe de l'autorité, dans l'éducation des enfants, constitue le point de départ de l'éducation ; il est le principe nécessaire, lorsqu'il est appliqué aux enfants en bas âge, alors que leur intelligence ne s'est pas encore ouvertement développée. Mais comme le développement de toute chose, et par conséquent, de l'éducation, implique la négation successive du point de départ, ce principe doit s'amoindrir à mesure que s'avancent l'éducation et l'ins-truction, pour faire place à la liberté ascendante. »

Toute éducation rationnelle n'est au fond que cette immolation progressive de l'autorité au profit de la liberté, le but final de l'éducation devant être de former des hommes libres et pleins de respect et d'amour pour la liberté d'autrui.

Nous terminerons sur ce cri : L'autorité de l'adulte éducateur, maître ou parent, et surtout sur l'enfant en bas âge, est plus faite d'influence, d'ascendant moral, d'exemples que d'ordre, et elle n'est jamais la violence. Plus qu'« éducation », le mot qui convient à une telle influence de l'adulte sur l'enfant est celui de libération.

FONTAINE.

ERRATUM

Le titre du précédent article portait : « L'Ecole 1946 ou l'Ecole libre ».

C'est : « L'Ecole 1946 ou l'Ecole active » qu'il fallait lire.

anciens essais de colonies « anarchistes » tentées au début de ce siècle, en dehors des conditions économiques de la société moderne, aux colonies, en Amérique Latine, ou dans des régions agricoles. C'est au sein même des engrenages de l'existence industrielle que l'expérience se poursuit et qu'elle veut prouver son efficacité et sa supériorité sur les contradictions du monde capitaliste.

Sans doute la communauté Barbu n'est-elle pas exempte elle-même de contradictions. L'organisation coopérative, même étendue à la production, même poussée jusqu'à un degré communautaire, ou plutôt partant d'un esprit communautaire, subit la loi de la concurrence, de la lutte, de la sélection, de la mort. Mais déjà elle permet d'y mieux résister, grâce à la morale de ses membres, à leur esprit collectif. Du moins peut-elle constituer un échafaudage visible, palpable, sujet à l'étude d'un monde nouveau, au même titre que les kibboutz sionistes de Palestine, eux aussi imparfaits si on les situe dans l'ensemble de leurs relations avec l'extérieur, mais extraordinairement riches en valeur sociale. Il est évident que ce qui fait la valeur de la communauté, et c'est également ce qui nous rend intéressant et sympathique, à nous anarchistes, c'est son caractère de creuset social, son aspect d'expérience volontaire, sa force née de quelques douzaines ou de centaines d'adhésions. Elle ne peut essayer que par l'exemple, en provoquant la réunion de bonnes volontés identiques, en suscitant l'émulation dans d'autres régions et d'autres industries. Relancée par une administration, prise en main par un parti ou un groupe politique, créée systématiquement sous un patronage officiel, l'idée perdrait toute valeur, toute énergie, tout élan.

Pour nous il s'agit d'un essai prouvé que nos « utopies » sont autre-ment pratiques, réalisables, et terre à terre que les fameux plans « réalistes » des techniciens gouvernementaux. Elle ne supprime, ni ne modifie profondément la situation de la classe ouvrière en France ou dans le monde, mais elle souffre, elle ne s'élève pas dans l'atmosphère empestée de la vie sociale actuelle.

Partis de milieux et d'horizons qui nous sont étrangers, les membres de la communauté Barbu ont abouti à des règles de vie parallèles à celles que nous préconisons. C'est pour notre propagande un réconfort et un espoir.

S. PARANE.

turelle, si demandée par la nature même, que soit notre intervention, il y a aussi du fait même qu'il y a intervention. Ne jouons pas sur les mots : reconnaissons qu'un conseil, qu'un avertissement, qu'un reproche, contiennent une part d'autorité.

Notre réponse sera la suivante : c'est que nous reconnaissons dans tous les domaines une certaine forme d'autorité : nous repoussons l'autorité des hommes économiquement puissants, mais nous reconnaissons l'autorité technique en telle ou telle activité humaine, nous repoussons l'autorité du chef, mais nous reconnaissons l'autorité morale d'un homme plus énergique, plus dévoué, plus intelligent. En résumé, nous reconnaissons l'autorité lorsqu'elle n'est point coercitive. Nous ne saurions mieux faire, à ce sujet, que recommander de retourner aux sources, en particulier à « Dieu et l'Etat » de Bakounine.

C'est à un passage de cet ouvrage du grand penseur et combattant que nous emprunterons pour achever d'éclaircir notre position :

« Le principe de l'autorité, dans l'éducation des enfants, constitue le point de départ de l'éducation ; il est le principe nécessaire, lorsqu'il est appliqué aux enfants en bas âge, alors que leur intelligence ne s'est pas encore ouvertement développée. Mais comme le développement de toute chose, et par conséquent, de l'éducation, implique la négation successive du point de départ, ce principe doit s'amoindrir à mesure que s'avancent l'éducation et l'ins-truction, pour faire place à la liberté ascendante. »

Toute éducation rationnelle n'est au fond que cette immolation progressive de l'autorité au profit de la liberté, le but final de l'éducation devant être de former des hommes libres et pleins de respect et d'amour pour la liberté d'autrui.

Nous terminerons sur ce cri : L'autorité de l'adulte éducateur, maître ou parent, et surtout sur l'enfant en bas âge, est plus faite d'influence, d'ascendant moral, d'exemples que d'ordre, et elle n'est jamais la violence. Plus

